

lités à cette heure de notre histoire. Je me demande si on a signalé au ministre certains actes qui, sans être peut-être des échappatoires, n'accusent assurément rien de bien noble chez nos raffineurs de sucre.

Je causais hier avec quelqu'un qui a engagé quelques capitaux dans notre industrie du sucre, et qui connaît bien ce commerce; or, il me dit qu'il sait de science certaine que, depuis le commencement de la guerre, des raffineurs qui avaient acheté d'immenses quantités de sucre avant qu'il fût question d'hostilités et aux prix ordinaires régnant alors, ont maintenant énormément relevé les prix qu'ils demandent pour cet article. Je ne crois pas m'écarter sensiblement de la stricte impartialité, non plus que des limites de mes devoirs actuels, en attirant l'attention du ministre sur de semblables agissements. J'assume la responsabilité de mes affirmations, et je viens le prier d'étudier la question. Quand des gens engagés dans cette industrie se conduisent, s'il faut en croire ceux qui connaissent le fond des choses, de façon aussi répréhensible, il ne convient pas que le Gouvernement, afin de se procurer la maigre somme qui résultera de cette mesure, augmente ainsi la taxe sur un produit de première nécessité pour les grandes masses populaires. Quant à l'impôt des spiritueux et du tabac, on ne saurait trop en relever le chiffre, par le temps qui court. En règle générale, il convient de grever les objets de luxe.

On me demandera peut-être ce que j'aurais pu proposer au Gouvernement, en remplacement des mesures qu'il a prises. Le Gouvernement aurait été fort bien inspiré en s'aventurant quelque peu dans le domaine de la taxe directe. C'eût été là le triomphe de l'anormal au Canada; au lieu de relever les impôts dont le pauvre est déjà grevé, le Gouvernement se serait rallié les sympathies des masses populaires en frappant d'un impôt assez élevé, ou disons d'une taxe progressive tous les revenus d'un chiffre supérieur à \$1,500 par année. Je suggère cela au ministre, parce que ce budget de guerre n'est peut-être pas le dernier qu'il aura à nous soumettre. Je crains fort que ce ne soit pas le dernier. Je lui suggère ce moyen, ainsi qu'au Gouvernement, comme étant bien digne de toute leur considération.

La Chambre me permettra-t-elle de solliciter encore un instant son attention pour rappeler au ministre que l'impôt sur le revenu en Grande-Bretagne a été à l'origine une taxe de guerre. Cette taxe est aussi

aujourd'hui une taxe de guerre en Allemagne. On ne peut pas en dire autant de l'impôt sur le revenu, aux Etats-Unis, mais il est cependant avéré que cet impôt a été tout récemment introduit dans le système fiscal de nos voisins. J'émetts cet avis de bonne foi, et sans le moindre désir de gêner le ministre en quoi que ce soit dans les efforts qu'il tente pour aider le pays dans les circonstances actuelles. Je dois même des excuses à cette Chambre pour avoir dit ces quelques mots, et j'ai tenu ma promesse que mon discours du budget serait court.

Je ne voudrais pas reprendre mon siège avant d'avoir dit qu'à mon avis le ministre des Finances n'est nullement tombé dans l'exagération en affirmant que l'existence nationale même du Canada était en péril. On ne saurait réellement exagérer, en parlant de la crise formidable qui se dresse non seulement devant le Canada mais devant l'empire britannique, et qui menace les nations civilisées de l'univers, y compris la civilisation même et la chrétienté au sens le plus élevé du mot. A mon sens, il est impossible de trop exagérer en pareille matière. Tout en appuyant tout ce que le ministre des Finances a dit à ce sujet, et tout en me rendant pleinement compte de la gravité des jours, des mois, et peut-être des années qui sont devant nous, je n'accomplirais tout de même pas le devoir qui m'incombe si je ne répétais que je suis un optimiste incorrigible. Une guerre entreprise pour la protection du gouvernement autonome est l'une des guerres pour laquelle le peuple canadien sera prêt à verser la dernière goutte de son sang et à dépenser son dernier dollar.

Ce que l'on peut affirmer quant à la population du Canada s'applique avec autant de vérité, je crois, à tous les esprits éclairés des différentes nations de l'empire et à tous les peuples qui sont alliés à la mère patrie, en ce moment. J'ai la conviction d'entrevoir, à travers des sombres nuages qui semblent s'épandre sur l'humanité comme un linceul, le rayon de l'espoir dans le succès final. Ce que j'ai lu de l'histoire et ce que je comprends des circonstances au milieu desquelles nous nous trouvons aujourd'hui me rappellent—consolation sincère, appui de ma foi—ces vers :

For God from evil still educes good.
And Freedom's seed still grows, thought
steeped in blood.

L'hon. sir GEORGE FOSTER (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne veux prendre part à ce débat que pour un seul objet. Toutefois, avant